

"Croissance et décroissance" – Débat du 13 juin 2009

Questions/réponses à Françoise Bloch

Marché, don et argent : intérêt pour soi et souci des autres

Christian Tirefort : Comment expliques-tu que l'argent devient capital ?

Françoise Bloch : Méditez cela : quand j'étais enfant, ma mère était au foyer, mon père travaillait à l'extérieur comme ouvrier et la famille vivait. Actuellement, les inégalités de salaire sont énormes. Un certain nombre de couples n'arrivent pas à tourner avec deux salaires. Et les hauts salaires ne sont pas stables. Autrefois, , on nommait « parts maudites » les surplus. Les crises avaient pour but de brûler ces parts maudites. Mais actuellement, ce sont les pauvres qui paient pour les riches.

Danielle Meynet : les soins à la personne sont dévolus aux femmes, disais-tu... J'ai beaucoup travaillé dans le domaine des personnes âgées. Et je me rends compte que justement les femmes ne peuvent plus s'occuper des âgé-e-s, car elles ont besoin d'argent et doivent travailler à l'extérieur. De plus, les personnes âgées refusent de dépendre de leurs enfants et de perdre leur indépendance.

Magali Orsini : Les soins aux petits enfants et aux personnes âgées vont de plus en plus sur le marché. Je ne m'oppose pas à que ce travail soit collectivisé. Il vaut beaucoup mieux que les enfants aillent en crèche que d'être gardés à la maison par une mère au foyer. De plus, il y a des expériences très positives en maison de retraite. Je vois l'exemple de ma mère qui y a « refléuri », en vivant en collectivité. Il ne faut surtout pas enlever de l'argent à ces établissements publics.

Dina Lévias : Je prends mon cas personnel : je suis en train d'y réfléchir, je pourrais rester à la maison le plus tard possible, mais avec le risque de devenir dépendante, ou aller en EMS. Je préfère y aller que de dépendre de ma famille !

Martine Sumi : C'est une forte revendication des féministes que de faire reconnaître la valeur du travail ménager. Il est juste que les communes consacrent de l'argent à la petite enfance, c'est une reconnaissance de la société envers le travail d'éducation des petits enfants.

Françoise Bloch : 0,2 % du revenu intérieur brut est consacré à la petite enfance, en Suisse. C'est 2,3 % au Danemark ! Voyez la différence.

En Suisse 7 % des petits enfants de moins de 3 ans vont en crèche et 7% des personnes âgées vont en EMS. Il y a donc une sorte de symétrie. On sait qu'en 2030, la moitié des personnes âgées iront en EMS. La symétrie continuera-t-elle ? Les modes de garde individuels se sont aussi beaucoup développés. En France 22 % des petits enfants sont gardés par des assistantes maternelles, ou mères de jour. En Suisse ce mode de garde est aussi plus développé que la crèche. Les mères de jour sont payées en moyenne 5 francs l'heure et souvent n'ont pas de statut légal ! La rémunération du souci de l'autre n'a jamais été pensée.

Peu après le débat, Françoise Bloch a ajouté quelques compléments à ses réponses :

Si l'opposition était si claire entre capital et travail, il y a longtemps que le capitalisme se serait effondré ! Il y a tellement de gens qui participent au "système" que nous sommes tout à la fois exploités et complices de ce système. D'où sa pérennisation. La théorie marxiste fut pensée au 19^{ème} siècle à une époque où les classes sociales étaient clairement antagonistes : la classe ouvrière et la classe bourgeoise. Mais les classes se sont considérablement complexifiées, de même que le processus d'individuation. Car sur quoi la plupart d'entre nous vivent, si ce n'est sur la plus value prélevée sur le travail proprement productif qui désormais est effectué dans d'autres pays lointains où la main d'œuvre est exploitée ou ici par des travailleurs étrangers qui font le "sale boulot" que nous ne voulons plus faire ? On ne s'en rend tout simplement pas compte : nous pensons simplement que notre "qualification" nous a permis de prendre l'ascenseur social et de faire un travail "plus intéressant" mais nous n'avons pu le faire que parce que d'autres faisaient et font les boulots mal rémunérés. De plus

"Croissance et décroissance" – Débat du 13 juin 2009

Questions/réponses à Françoise Bloch

l'impersonnalité de l'impôt et de la redistribution étatique rend opaque cette évidence ; mais aussi l'argent de ces fonds de pension et autres placements juteux qu'en notre nom, de nombreux intermédiaires font fructifier. Nous sommes donc tout à la fois divisés, défendant nos intérêts immédiats et en partie, en petite partie, solidaires. D'un côté donc complices du capital et de l'autre exploités et instrumentalisés par lui. Enfin, ce serait trop long à développer mais ce serait, à mon avis, à approfondir si nous voulons trouver une alternative crédible à ce débat croissance ou décroissance et à ce qui fut abordé durant le débat sur "la désirabilité" du capitalisme. Tant que nous penserons travailler pour soi et non pour l'autre, que nous ne serons pas capables de penser structurellement notre interdépendance et l'organisation sociale qui l'institue, nous serons dans cet antagonisme qui nous divise.